

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 13/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNITED PETFOOD FRANCE ex CONT. NUTRITION

19 rue St Vincent de Paul
BP 169
62200 Boulogne-sur-Mer

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\united petfood (ex Continentale nutrition)_Wimille_070.01146\2_Inspections\2023_06_30_Etat-stocks_contradictoire\United petfood_Wimille_RAPVI_0007001146.odt
Code AIOT : 0007001146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2023 dans l'établissement UNITED PETFOOD FRANCE ex CONT. NUTRITION implanté Usine Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 Wimille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNITED PETFOOD FRANCE ex CONT. NUTRITION
- Usine Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 Wimille
- Code AIOT : 0007001146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société United Petfood Producers exploite l'établissement situé rue Gutenberg – ZI de la Trésorerie à Wimille.

Son activité principale est la fabrication d'aliments pour animaux domestiques (croquettes pour chiens et chats).

L'activité du site a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 7/04/1997 au titre des rubriques 2220 et 2221 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite dans le cadre du contradictoire à la proposition de mise en demeure suite à l'inspection état des stocks du 13/03/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
2	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection du 14/03/2023 portant sur la mise à disposition d'un état des stocks conforme aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 , l'inspection avait proposé une mise en demeure. Par suite, l'exploitant a réalisé par une procédure et des documents associés la mise à disposition d'un état des stocks complet, facilement accessible et tenu en permanence à disposition des autorités et des intervenants de secours. Le projet de mise en demeure peut donc être retiré.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant utilise pour sa gestion de production et son approvisionnement un ERP (entreprise resource planning – logiciel de gestion intégré) . Les approvisionnements sont journaliers, sous forme de grands vracs et de liquides. La mise à jour de l'ERP est journalière. À partir de ces données, l'exploitant réalise une extraction des données de l'ERP pour établir l'état des stocks des matières premières, des emballages et des produits de vente. Cette extraction est hebdomadaire et réalisée le vendredi.

Ces stocks sont ensuite comptabilisés et regroupés par grands ensembles avec des poids exprimés en kilogrammes. Un fichier en pdf est généré et sauvegardé sous serveur, document « État des stocks par zone (annexe 2) ». Ces stocks sont ensuite localisés par le code couleur sur le plan de l'établissement présentant les bâtiments, unités de production et de stockages. Le plan et l'état des stocks ainsi établi est affiché aux points d'accueil de l'établissement (point accueil central, point accueil chauffeurs).

L'ensemble de la réalisation de cet état des stocks fait l'objet d'une procédure « mise à jour État des stocks (annexe 3)– indice A » applicable au 27/06/2023.

Pour ce qui concerne les produits de maintenance et les déchets, un document « Inventaire, quantités et lieux de stockage – produits de maintenance et déchets (annexe 1) » a été réalisé. Ce document précise les quantités maximales présentes sur le site, les quantités précises des produits sont disponibles dans la GMAO des produits de maintenance et peuvent être extraites produits par produits. Les quantités réellement présentes diffèrent peu des quantités maximales et en leurs restant strictement inférieures. Le volume le plus important est de 100 litres. Un plan du site précise la localisation des produits de maintenance et des déchets avec :

- pour les produits de maintenance, le type, le libellé, les quantités, les pictogrammes de dangers ;
- pour les déchets, le type de déchets, les quantités, le conditionnement.

L'inspecteur a constaté lors de sa visite, l'affichage des deux documents (état des stocks matières premières , inventaire produits de maintenance et déchets) aux deux points d'accueil de l'établissement. Les contenus des documents sont conformes à leur description par l'exploitant.

La mise en place de cet état des stocks est en conformité avec la prescription de l'article 49 de l'arrêté du 04/10/2010 en permettant d'avoir un état des stocks immédiatement disponible et exploitable par les autorités en cas d'accident.

Il est rappelé à l'exploitant que la réalisation d'un recalage annuel de l'inventaire administratif (à minima hebdomadaire pour les matières dangereuses) par un inventaire physique constitue une bonne pratique.

En conclusion, le projet d'arrêté de mise en demeure, proposé suite à l'inspection du 14/03/2023, peut donc être retiré.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'état des stocks des matières premières, des emballages et des produits de vente est édité hebdomadairement sous forme de fichier pdf. Ce document est ensuite imprimé pour être affiché aux points d'accueil de l'établissement (point accueil central, point accueil chauffeurs). L'ensemble de la réalisation de cet état des stocks fait l'objet d'une procédure « mise à jour État des stocks (annexe 3)– indice A » applicable au 27/06/2023. Pour les produits de maintenance et les déchets, un plan du site précise la localisation des produits de maintenance et des déchets. Ce plan est affiché aux points d'accueil de l'établissement (point accueil central, point accueil chauffeurs). L'inspecteur a constaté lors de sa visite, l'affichage des deux documents (état des stocks matières premières , inventaire produits de maintenance et déchets) aux deux points d'accueil de l'établissement. De plus, l'exploitant a confirmé par mail en date du 28 août 2023 que l'état des stocks ainsi établi est disponible sur le serveur informatique déporté de l'établissement United Petfood d'Yzeure (03). L'accessibilité à l'état du stock est en conformité avec la prescription de l'article 49 de l'arrêté du 04/10/2010 en permettant d'avoir un état des stocks facilement accessible et tenu en permanence à disposition des autorités et des intervenants de secours. En conclusion, le projet d'arrêté de mise en demeure, proposé suite à l'inspection du 14/03/2023, peut donc être retiré.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet